

Sidi Ifni, un mouvement social qui couvait depuis longtemps

01/07/2008

Les délégations d'associations, de partis politiques et d'élus se succèdent dans la ville pour tenter de savoir ce qui s'est exactement passé et surtout s'il s'agit d'un épiphénomène limité à la région ou, au contraire, de la manifestation d'un mouvement aux causes plus profondes, plus graves.

Mais déjà une première similitude ne peut pas être ignorée avec ce qui s'était passé à Sefrou, l'année dernière : une émeute a éclaté dans la ville, rappelons-le, et des édifices publics ont été détruits, des banques saccagées, et un affrontement a opposé les manifestants aux forces de l'ordre, se soldant par des dizaines d'arrestations. Là encore, tout avait commencé par un sit-in pacifique de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH) pour protester contre la hausse des prix qui a dégénéré en affrontements entre des jeunes et les forces de l'ordre.

La même année, à Bensmim, une petite localité près d'Ifrane, les habitants ont manifesté leur colère en bloquant les pelleuses d'une société appartenant à un investisseur français, qui voulait construire une usine de mise en bouteille d'eau de source (on parlait de 100 millions de litres par an). Les habitants de Bensmim avaient peur pour la seule source d'eau dont dispose le village.

Devant la détermination de la population, les forces de l'ordre sont intervenues, d'où des manifestations et des arrestations. Même scénario en mai 2005, lorsqu'une marche de protestation a été organisée à Tamassint, à Al Hoceima, pour attirer l'attention des autorités sur les conditions déplorables dans lesquelles vivaient les habitants après le séisme qui avait frappé la région.

On attend la visite de la commission parlementaire pour y voir clair

A Sidi Ifni, pour rappeler les faits, le blocage du port par les habitants pour attirer l'attention sur le chômage qui s'exacerbe dans cette région, et la marginalisation dont souffre la ville, a donné lieu le 7 juin à une charge musclée des forces de l'ordre pour débloquer le port et libérer 80 camions frigorifiques chargés de poisson à l'intérieur. Mais les choses ne se sont pas arrêtées là. Le même jour, à l'aube, des maisons ont été investies par les forces de l'ordre.

Ce qui se passa par la suite est encore objet d'enquête: y a-t-il eu des abus ? Des témoignages relayés par voie de presse font du moins état de citoyens battus, d'insultes humiliantes proférées contre eux, et d'objets volés. Des images de ces scènes de violence ont circulé sur le net. Certains organes de presse ont même parlé de «viols et de morts». Consternation dans l'opinion publique, et interrogations sur la véracité des faits rapportés. Pour en avoir le cœur net, le Parlement décide alors de dépêcher une commission d'enquête sur les lieux conformément aux prérogatives que lui donne la Constitution. Mais certains politiques et la société civile n'ont pas attendu le début des travaux de cette commission pour aller eux-mêmes enquêter sur place.

Des parlementaires du PJD et nombre d'associations des droits de l'homme, dont l'AMDH et Attac Maroc se sont rendus sur place. Les rapports qu'ils ont établis après avoir fait le tour des quartiers de la ville, questionné la population, et visité nombre de demeures, ne laissent pas de doutes sur l'existence de dépassements des forces de l'ordre.

Menée par Mustapha Ramid et composée de neuf parlementaires issus pour la plupart de la région de Sidi Ifni, la commission du PJD, sans évoquer des cas de meurtres ou de viols, a bien constaté, selon les témoignages recueillis, que la population de la ville avait bien été victime d'exactions et de comportements abusifs. Un rapport, rendu public parle de «personnes violentées par les forces de l'ordre, de maisons investies, de biens de

citoyens détruits ou volés, de jeunes torturés et humiliés dans les commissariats...».

Le constat fait par le PJD a été confirmé par d'autres enquêteurs. Dimanche 15 juin, les sections locales de nombre d'associations dans la région, dont l'AMDH, soit 250 personnes, se sont rendues à Sidi Ifni pour constater de visu et écouter la population. Samira Kinani, membre du bureau central de l'AMDH, raconte : «La population nous a réservé un accueil des plus chaleureux. Tout le monde tenait à témoigner.

Si les habitants ne parlent pas de décès et n'ont pas osé parler de viols effectifs, ils nous ont décrit la rage et la hargne avec lesquelles les forces de l'ordre sont entrées de force dans les maisons à l'aube du 7 juin.

Des familles ont été violentées, des insultes des plus indignes proférées». Même son de cloche chez Attac Maroc, dans son rapport diffusé jeudi 19 juin. L'OMDH, pour sa part, a envoyé le 15 juin une délégation composée entre autres de sa présidente, Amina Bouayache, de Chawqui Benyoub, membre du CCDH, et de Khadija Merouazi, secrétaire général du médiateur pour la démocratie et les droits humains, pour faire sa propre enquête. A l'écriture de ces lignes, son rapport n'avait pas encore été présenté (il le sera le 30 juin, selon Mme Bouayache). Mais, d'après leur enquête, il n'y a eu ni morts ni viols.

Il faudra donc attendre le rapport de la commission d'enquête parlementaire pour tirer au clair ces événements, et rendre justice, s'il y a lieu, aux personnes lésées.

Au-delà, il y a également des enseignements à tirer aussi bien pour les politiques que les sociologues.

Les émeutes urbaines ne sont pas chose nouvelle au Maroc

Déjà en 1985, le sociologue français Jean-François Clément, auteur de plusieurs recherches sur les émeutes urbaines au Maroc, a dressé une carte des villes touchées par ces émeutes au début des années 1980. Pas moins de 48 localités y figurent. Des émeutes spontanées de jeunes lycéens et étudiants, souvent étouffées dans l'œuf, mais il y avait aussi des mouvements sociaux organisés avec des revendications précises. Et c'est ce qui fait toute la différence, selon les chercheurs. Les événements de Sidi Ifni en l'occurrence ont-ils été un mouvement social, ou une réaction spontanée d'une population socialement et économiquement marginalisée ?

Pour le sociologue Abderrahmane Rachik (voir encadré), la protestation sociale de Sidi Ifni est loin d'être un mouvement spontané. C'est un processus qui a commencé il y a trois ans, en 2005, qui a mûri, et qui a atteint son point d'orgue en ce printemps 2008.

Nous savons, en effet, qu'à travers le Maroc, face à la cherté de la vie, s'est créé un secrétariat des Tansiqiate pour protester contre la hausse des prix de première nécessité. Et Sidi Ifni n'est pas en reste. Des membres de partis politiques, de syndicats, d'associations des droits de l'homme, d'associations de diplômés chômeurs, voire d'altermondialistes, «se sont regroupés pour coordonner une action commune pour dénoncer la marginalisation de leur ville et de la région», note M. Rachik.

Reste une question à élucider : par quoi s'explique la réaction musclée des forces de l'ordre? La protestation des habitants de Sidi Ifni, selon plusieurs témoins, ne se serait pas transformée en manifestation de rues si cette réaction n'avait été aussi brutale. Zèle des forces de l'ordre ?

Depuis quelques années, certaines composantes du champ politique et social se remettent en question, d'autres tentent de faire peau neuve...«Même s'il y a un consensus autour des principes de la démocratie, du droit à la parole et à la protestation, analyse M. Rachik, des dérapages policiers sont possibles, mais le fait de les dénoncer publiquement sans entraves et sans peur est un phénomène nouveau, donc un signe de santé démocratique...».



Jaouad Mdidech
Source: La Vie Eco

<http://www.yabiladi.com/article.php?cat=societe&id=2537>